

Questions orales

L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, évidemment, les contrats de publicité ont été adjugés bien avant l'annonce des réductions. De toute façon, ils nous permettent de sélectionner d'excellents sujets. D'ailleurs, depuis toujours, un grand nombre de candidats demandent à faire partie de nos Forces armées à cause de leur excellente réputation, de l'excellente formation qu'on y donne aux jeunes gens et des excellents débouchés qu'elles offrent. Nous sommes donc en mesure de nous montrer plus exigeants.

Et nous augmentons nos effectifs globaux. Il est vrai que le nombre de départs a également diminué. Cependant, dans l'avenir, nous aurons besoin d'un personnel accru. Nous voulons maintenir l'intérêt que suscitent les Forces armées tout en conservant nos normes élevées, afin de recruter ainsi les meilleurs éléments.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE**DEMANDE DE DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE AVEC LES PROVINCES**

M. Maurice A. Dionne (Northumberland-Miramichi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration et découle des questions qui ont été posées plus tôt. Vu les nouvelles parues hier, le ministre peut-il confirmer que tous les premiers ministres provinciaux s'opposent à ce qu'on modifie la loi sur l'assurance-chômage, surtout à la lumière de la position qu'ils avaient adoptée lors de la conférence des premiers ministres l'hiver dernier? Dans l'affirmative, va-t-il déposer toute la correspondance qu'il a échangée avec les premiers ministres à ce sujet?

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, les ministres provinciaux qui étaient présents hier ont accordé leur appui aux changements que nous apportons au programme en question. Cependant ils ont été un peu réticents au sujet de certains des articles de la mesure et de la portée qu'elle aura. Par ailleurs, à mon avis, ceux qui étaient là, hier appuient de façon générale l'objectif dit de resserrement de l'assurance-chômage. Certains ministres, celui de la Saskatchewan notamment, n'étaient pas à la réunion. Je ne voudrais certainement pas me prononcer sur la position qu'il adoptera parce que je pense que le NPD a déjà indiqué qu'il n'était pas d'accord avec cette formule de resserrement.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LES MESURES PROPRES À ENCOURAGER LA RÉOUVERTURE DE L'USINE DE CARTON-DOUBLURE DE STEPHENVILLE (T.-N.)**

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Vu l'intérêt plutôt inhabituel que le gouvernement manifeste dernièrement à l'usine de carton-doublure de Stephenville, le ministre est-il prêt à donner plus de précisions à la Chambre qu'il n'en a données aux habitants de Stephenville le mois dernier sur les encouragements industriels

qu'on pourrait accorder aux entrepreneurs qui sont disposés à s'entendre avec le gouvernement de Terre-Neuve pour rouvrir cette usine permettant ainsi de créer 500 emplois dont la région a tellement besoin?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je pourrais bien sûr, être très précis, mais je voudrais ajouter que l'honorable député doit reconnaître que nous avons toujours été intéressés à l'activité de l'usine de Liner Board de Stephenville, et qu'au cours des derniers mois tout particulièrement nous avons reçu des propositions verbales à défaut de propositions concrètes des entreprises dans le domaine des pâtes et papiers qui voudraient peut-être se porter acquéreurs de ces installations. Alors nous attendons. Les négociations sont un peu amorcées actuellement, et je compte bien qu'au cours des prochaines semaines nous recevrons des propositions très fermes, tout au moins de la part de deux entreprises, sinon davantage, et qu'à ce moment-là nous pourrions, avec la province de Terre-Neuve et du Labrador, déterminer sérieusement laquelle de ces propositions pourrait être la plus acceptable et comporter le plus de garanties de succès pour de nombreuses années à venir et protéger en ce faisant les emplois qui pourront être créés à nouveau.

[Traduction]

M. McGrath: Vu que le ministère de l'honorable représentant ne s'était jamais intéressé auparavant à l'usine de carton-doublure et que ce sont les habitants et le gouvernement de Terre-Neuve qui ont dû en accepter la responsabilité et vu aussi que le consortium a maintenant engagé des négociations pour prendre en main ou du moins pour faire marcher l'usine, le gouvernement est-il prêt à offrir au gouvernement de Terre-Neuve ou au consortium une subvention d'encouragement industriel spéciale pour rouvrir l'usine le plus tôt possible?

M. Lessard: Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons indiqué que nous étions tout à fait prêts à examiner et à appuyer si c'est justifié une proposition que nous fera peut-être un éventuel acheteur de l'usine. Nous avons indiqué que nous sommes prêts à négocier et peut-être à fournir une aide financière afin de rouvrir cette usine.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**L'INTERVENTION DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL POUR SOUTENIR LE DOLLAR**

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Elle concerne la chute continue du dollar canadien. Est-ce que le ministre et le gouvernement estiment maintenant qu'il serait utile ou souhaitable de demander l'intervention ou l'action du Fonds monétaire international? Le gouvernement a-t-il décidé jusqu'où il laissera flotter le dollar avant de demander cette intervention? Est-on entré en contact avec le Fonds monétaire international au sujet d'un soutien éventuel?